

Traitement :

— Commis et agents des finances : échelle 30/1 (F 476 262 à F 653 089 à l'indice actuel).

— Correspondants adjoints de la recherche : échelle spéciale R30 (F 488 254 à F 665 081 à l'indice actuel).

Les agents âgés de 21 ans au moins jouissent actuellement d'un traitement minimum garanti de F 494 073 à l'indice actuel.

Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours !), au Secrétariat permanent de recrutement, boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 200.

Le règlement du concours n° AF91170A peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.

Personnel temporaire, contractuel ou précaire :

1) Un concours est également organisé pour le personnel temporaire, contractuel ou précaire qui remplit les conditions prévues par la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public (*Moniteur belge* du 13 mars 1990).

Les intéressés trouveront les conditions relatives à l'admissibilité, à l'inscription à ce concours et à l'affectation des lauréats dans le règlement du concours n° AF91170C qu'ils peuvent demander au Secrétariat permanent de recrutement.

2) Un concours en langue néerlandaise est également organisé pour le personnel temporaire, contractuel ou précaire qui remplit les conditions prévues par le décret du Conseil flamand du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative (*Moniteur belge* du 21 décembre 1990).

Les intéressés trouveront les conditions relatives à l'admissibilité, à l'inscription à ce concours et à l'affectation des lauréats dans le règlement du concours n° AN91170D qu'ils peuvent demander au Secrétariat permanent de recrutement.

Date limite d'inscription :

Les inscriptions pour le(s) concours n°s AF91170A et/ou AF91170C et/ou AN91170D doivent parvenir au plus tard le 20 décembre 1991 au Secrétariat permanent de recrutement.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis).

Wedde :

— Klerken en financiebeambten : schaal 30/1 (F 476 262 tot F 653 089 aan de huidige index).

— Adjunct-correspondenten der vorsing : bijzondere schaal R30 (F 488 254 à F 665 081 aan de huidige index).

De personeelsleden die ten minste 21 jaar oud zijn, genieten thans een gewaarborgde jaarlijkse minimumwedde van F 494 073 aan de huidige index.

Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (examennummer !), opstuurt naar het Vast Wervingssecretariaat, Pachécoalaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op dit formulier plakt men voor F 200 fiscale zegels.

Het examenreglement nr. AN91170A kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.

Tijdelijk, contractueel of precair personeel :

1) Er wordt eveneens een vergelijkend examen georganiseerd voor het tijdelijk, contractueel of precair personeel dat de voorwaarden vervult die zijn voorzien bij de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut (*Belgisch Staatsblad* van 13 maart 1990).

De belanghebbenden kunnen de voorwaarden betreffende de toelaatbaarheid, de inschrijving voor dit examen en de aanstelling van de geslaagden vernemen door het examenreglement nr. AN91170C bij het Vast Wervingssecretariaat aan te vragen.

2) Tevens wordt er een vergelijkend examen georganiseerd voor het tijdelijk, contractueel of precair personeel dat de voorwaarden vervult die zijn voorzien bij het decreet van de Vlaamse Raad van 12 december 1990 betreffende het bestuurlijk beleid (*Belgisch Staatsblad* van 21 december 1990).

De belanghebbenden kunnen de voorwaarden betreffende de toelaatbaarheid, de inschrijving voor dit examen en de aanstelling van de geslaagden vernemen door het examenreglement nr. AN91170D bij het Vast Wervingssecretariaat aan te vragen.

Uiterste inschrijvingsdatum :

De inschrijvingen voor het (de) examen(s) nrs. AN91170A en/of AN91170C en/of AN91170D moeten uiterlijk op 20 december 1991 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen).

MINISTRE DE LA JUSTICE**Ordre judiciaire****Publication des places vacantes :**

- vice-président au tribunal de première instance de Termonde : 1 (à partir du 6 mars 1992);
- greffier au tribunal de première instance de Marche-en-Famenne : 1.

8 NOVEMBRE 1991**Circulaire concernant la modification du Code de la nationalité**

A Messieurs les Gouverneurs de Province,
A Messieurs les Procureurs généraux près les Cours d'appel,
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Officiers de l'Etat civil du Royaume.

Le *Moniteur belge* du 3 septembre 1991 a publié la loi du 13 juin 1991 modifiant le Code de la nationalité belge et les articles 569 et 628 du Code judiciaire.

MINISTERIE VAN JUSTITIE**Rechterlijke Orde****Bekendmaking van de openstaande plaatsen :**

- ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde : 1 (vanaf 6 maart 1992);
- griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Marche-en-Famenne : 1.

8 NOVEMBER 1991**Circulaire betreffende de wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit**

Aan de heren Provinciegouverneurs,
Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van Beroep,
Aan de dames en heren Burgemeesters en Ambtenaren van de Burgerlijke Stand van het Rijk.

In het *Belgisch Staatsblad* van 3 september 1991 werd de wet van 13 juni 1991 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de artikelen 569 en 628 van het Gerechtelijk Wetboek bekendgemaakt.

Cette loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1992 (article 8 de la loi).

Elle contient des dispositions favorisant l'accès à la nationalité belge pour les immigrés de la deuxième et de la troisième génération.

1. Immigrés de la troisième génération

L'article 1^{er} de la loi modifie l'article 11 du Code de la nationalité belge. Il attribue automatiquement la nationalité belge à l'enfant, né en Belgique, d'un auteur né lui-même en Belgique et y ayant eu sa résidence principale durant cinq ans au cours des dix années précédant la naissance de l'enfant.

Une règle analogue est prévue à l'égard de l'enfant adopté.

Il va de soi que l'ensemble des règles qui régissent actuellement les modalités d'octroi de la nationalité belge par filiation et adoption sont applicables en l'espèce. Ainsi, la nationalité belge ne peut être attribuée que si la filiation est établie avant que l'enfant n'atteigne l'âge de dix-huit ans ou ne soit émancipé (art. 3 C.N.B.). De même, la nationalité belge est seulement attribuée à partir du moment où la filiation est établie valablement (art. 2 C.N.B.).

Par ailleurs, les alinéas 3 et 4 de l'article 11 nouveau règlent, par analogie avec les dispositions de l'article 8, §§ 3 et 4 du C.N.B., le cas où la filiation est établie à l'égard de l'auteur étranger après l'adoption, ainsi que le cas où la filiation à l'égard d'un tel auteur cesse d'être établie.

Enfin, il y a également lieu de se référer aux précisions apportées par les circulaires du 6 août 1984 concernant le Code de la nationalité belge (*Moniteur belge* du 14 août 1984) et du 30 juillet 1985 complétant cette circulaire (*Moniteur belge* du 1^{er} août 1985).

En ce qui concerne la notion de résidence principale — dont il est également question dans d'autres articles du C.N.B. — il a été précisé au cours des travaux parlementaires, qu'il s'agit d'une question de fait. L'inscription d'une personne dans les registres de la population ou dans les registres d'étrangers et partant, son enregistrement au registre national sont certes des indications importantes, toutefois, la résidence peut également être justifiée par tout autre moyen de preuve. Il est évident qu'un séjour illégal ne peut être pris en considération (cfr. rapport de Mme Merckx-Van Goey, doc. parl. Chambre, n° 1314/7 — 90/91, p. 16 et 22; rapport de Mme Truffaut, doc. parl. Sénat, n° 1306-2 (1990-1991), p. 12 et suiv.).

A ce sujet, je crois utile de me référer aux dispositions de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, publiée au *Moniteur belge* du 3 septembre 1991. Cette loi qui règle, entre autres, l'inscription des Belges et des étrangers admis ou autorisés à s'établir dans le Royaume, dans les registres de la population de la commune où ils ont leur résidence principale, donne une définition de la notion de résidence principale.

Disposition transitoire

Cette nouvelle règle d'attribution automatique de la nationalité belge est applicable à tous les jeunes qui n'ont pas encore atteint l'âge de dix-huit ans au jour de l'entrée en vigueur de la loi (cfr. art. 6).

Les étrangers âgés de moins de dix-huit ans le 1^{er} janvier 1992, qui remplissent les conditions de l'article 11 nouveau du C.N.B., deviennent donc automatiquement Belges et doivent être inscrits comme tels à partir de cette date.

A partir de l'âge de dix-huit ans, ils pourront renoncer à la nationalité belge en application de l'article 22, § 1, 2^o du C.N.B. A ce sujet, j'attire votre attention sur l'article 2 de la loi du 22 mai 1991 portant approbation de la Convention de Strasbourg du 6 mai 1963 et de ses Protocoles (voir *Moniteur belge* du 6 juillet 1991) qui a abrogé l'article 22, § 2 du C.N.B. à partir du 16 juillet 1991. Depuis cette date, l'autorisation royale n'est donc plus requise pour renoncer à la nationalité belge. En conséquence, la dernière phrase de la circulaire précitée du 30 juillet 1985 n'est plus d'application.

2. Immigrés de la deuxième génération

Les articles 2 et 4 instaurent pour les enfants nés en Belgique, une nouvelle procédure d'obtention quasi-automatique de la nationalité belge :

— soit par une déclaration d'attribution faite par les auteurs ou, en cas d'adoption, par les adoptants avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de douze ans. Ces auteurs ou adoptants doivent avoir eu leur

Deze wet zal in werking treden op 1 januari 1992 (artikel 8 van de wet).

Zij bevat een aantal bepalingen waardoor migranten van de tweede en de derde generatie gemakkelijker de Belgische nationaliteit kunnen verwerven.

1. Migranten van de derde generatie

Artikel 1 van de wet wijzigt artikel 11 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit. Het kent automatisch de Belgische nationaliteit toe aan het kind, geboren in België, uit een ouder die zelf in België is geboren en die er gedurende vijf jaar in de loop van de tien jaren die aan de geboorte van het kind voorafgaan zijn hoofdverblijf heeft gehad.

Een analoge regeling wordt voorzien ten gunste van het geadopteerd kind.

Het spreekt vanzelf dat het geheel van voorschriften dat thans de verwerving van de Belgische nationaliteit door afstamming en adoptie regelt; ook hier van toepassing is. Zo kan de Belgische nationaliteit slechts worden toegekend indien de afstamming wordt vastgesteld voordat het kind de leeftijd van achttien jaar bereikt heeft of ontvoogd is (art. 3 W.B.N.). Bovendien wordt de Belgische nationaliteit slechts verworven vanaf het ogenblik waarop de afstamming geldig werd vastgesteld (art. 2 W.B.N.).

Zo ook voorziet de leden 3 en 4 van het nieuw artikel 11, naar analogie met de bepalingen vervat in artikel 8, §§ 3 en 4 W.B.N., in het geval dat de afstamming tegenover de vreemde ouder na de adoptie wordt vastgesteld of de afstamming tegenover zulke ouder niet langer vaststaat.

Tot slot verwijs ik eveneens naar de verduidelijkingen gegeven bij de circulaires van 6 augustus 1984 betreffende het Wetboek van de Belgische nationaliteit (*Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1984) en van 30 juli 1985 tot aanvulling van deze circulaire (*Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1985).

Wat betreft het begrip hoofdverblijf — waarvan eveneens sprake in andere artikelen van het W.B.N. — werd tijdens de voorbereidende werkzaamheden gepreciseerd dat het hier om een feitelijk gegeven gaat. De inschrijving van een persoon in het bevolkings- of vreemdelingenregister en vandaar ook zijn inschrijving in het Rijksregister, is weliswaar een belangrijke aanwijzing maar het verblijf kan ook met alle andere bewijsmiddelen worden gestaafd. Vanzelfsprekend kan een onwettig verblijf niet in aanmerking worden genomen (cfr. verslag van Mevr. Merckx-Van Goey, Gedr. Stuk Kamer, nr. 1314/7 — 90/91, p. 16 en 22; verslag van Mevr. Truffaut, Gedr. Stuk. Senaat, nr. 1306-2 (1990-1991), p. 12 e.v.).

In dit verband acht ik het nuttig eveneens te verwijzen naar de bepalingen van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 3 september 1991. Die wet, die onder meer de inschrijving regelt van Belgen en vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in het Rijk te vestigen in de bevolkingsregisters van de gemeente waar zij hun hoofdverblijf hebben, geeft een definitie van het begrip hoofdverblijfplaats.

Overgangsregeling

Deze nieuwe regel van automatische toekenning van de Belgische nationaliteit is van toepassing op alle jongeren die op het tijdstip van de inwerkingtreding van de wet de leeftijd van achttien jaar niet hebben bereikt (cfr. art. 6).

Vreemdelingen, jonger dan achttien jaar op 1 januari 1992, die de voorwaarden van het nieuwe artikel 11 W.B.N. vervullen worden dus automatisch Belg en moeten vanaf die datum als zodanig worden ingeschreven.

Vanaf de leeftijd van achttien jaar zullen zij, overeenkomstig artikel 22, § 1, 2^o W.B.N. afstand kunnen doen van de Belgische nationaliteit. Ik vestig hierbij de aandacht op artikel 2 van de wet van 22 mei 1991, houdende goedkeuring van de Overeenkomst van Straatsburg van 6 mei 1963 en haar Protocolen (zie *Belgisch Staatsblad* van 6 juli 1991), dat artikel 22, § 2 W.B.N. heeft opgeheven sedert 16 juli 1991. Vanaf die datum is dus in geen enkel geval nog de koninklijke machtiging vereist om van de staat van Belg afstand te doen. De laatste zin van hogervermelde circulaire van 30 juli 1985 is bijgevolg niet meer van toepassing.

2. Migranten van de tweede generatie

De artikelen 2 en 4 voeren voor in België geboren kinderen, een nieuwe procedure van quasi-automatische verwerving van de Belgische nationaliteit in :

— hetzij door verklaring van toekenning afgelegd door de ouders of, in geval van adoptie, door de adoptanten voordat het kind twaalf jaar wordt. Die ouders of adoptanten moeten hun hoofdverblijf in

résidence principale en Belgique durant les dix années précédant la déclaration et l'enfant doit y avoir eu la sienne depuis sa naissance (nouvel article 11 bis, § 1^{er});

— soit par une déclaration de nationalité souscrite par l'intéressé lui-même, s'il est âgé de dix-huit ans et de moins de trente ans et s'il a sa résidence principale en Belgique depuis sa naissance (nouvel article 12 bis, § 1^{er}).

De même que l'actuelle déclaration d'option, la déclaration est souscrite devant l'officier de l'état civil. Contrairement à ce qui est prévu en matière d'option, cette déclaration ne doit pas systématiquement être agréée par le tribunal. Le parquet dispose uniquement du droit de s'opposer à l'obtention de la nationalité belge dans un certain nombre de circonstances.

a) la déclaration des auteurs ou adoptants

Le paragraphe 2 du nouvel article 11 bis détermine qui peut faire la déclaration. Etant donné qu'il s'agit d'un acte important relatif à l'état des personnes, une déclaration conjointe des deux auteurs ou adoptants est en principe toujours exigée. Toutefois, les alinéas 2 et 3 prévoient, comme c'est le cas en matière de consentement au mariage ou à l'adoption, une série de circonstances dans lesquelles un des deux parents ou adoptants est habilité à agir seul.

Selon les travaux préparatoires, la notion d'impossibilité d'un des auteurs ou adoptants de manifester sa volonté, mentionnée à l'alinéa 2, vise notamment l'interdiction, la déchéance de l'autorité parentale, l'aliénation mentale de l'un d'eux, ou encore l'absence, depuis un certain temps, de résidence connue en Belgique ou à l'étranger (rapport de Mme Merckx-Van Goey, p. 23 à 31).

En outre, dans le cas où l'un des auteurs ou adoptants n'a plus sa résidence principale en Belgique, l'autre parent ou adoptant pourra souscrire seul la déclaration, pour autant que le parent résidant à l'étranger consente à l'attribution de la nationalité.

Par analogie au consentement à la reconnaissance de paternité, le consentement peut être donné soit dans la déclaration même, soit dans un acte distinct établi par un notaire ou par l'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration d'attribution de nationalité. A l'étranger, l'acte de consentement est dressé par le chef de la mission diplomatique ou du poste consulaire belge du ressort dans lequel le parent ou l'adoptant consentant a sa résidence principale.

J'attire particulièrement votre attention sur le fait qu'à défaut de ce consentement, la déclaration devra être agréée par le tribunal, comme dans l'actuelle procédure de déclaration d'option (§ 7, voir infra).

b) la déclaration faite par l'intéressé lui-même

L'article 4 traite de la procédure de la déclaration de nationalité qui peut être faite entre dix-huit et trente ans par l'étranger né en Belgique. En raison de l'âge limite du service militaire, l'âge limite pour la souscription de la déclaration a été porté à trente ans. Il est requis que l'étranger ait eu sa résidence principale en Belgique depuis sa naissance. Si tel n'est pas le cas, il pourra, dans les conditions énoncées aux articles 13 à 15 du Code de la nationalité belge, acquérir la nationalité belge par option.

La procédure est à peu près la même que celle prévue à l'article 2. Etant donné qu'elle devait néanmoins être adaptée sur un certain nombre de points (par exemple, la notion de faits personnels graves), il a été jugé préférable de décrire totalement celle-ci plutôt que de procéder par un système de référence.

c) procédure

L'officier de l'état civil acte la déclaration sur feuille volante. Une copie de la déclaration à laquelle sont jointes des copies des pièces justificatives est immédiatement communiquée par l'officier de l'état civil au parquet du tribunal de première instance du ressort. Le procureur du Roi en accuse réception après avoir vérifié si les conditions légales sont remplies.

A compter de cet accusé de réception, ce dernier dispose de deux mois pour s'opposer à l'octroi de la nationalité belge: soit, en cas de déclaration faite par les auteurs ou les adoptants, si celle-ci vise un autre but que l'intérêt de l'enfant à se voir attribuer la nationalité belge, soit, en cas de déclaration souscrite par l'intéressé lui-même, s'il y a un empêchement résultant de faits personnels graves.

Si le procureur du Roi estime ne pas devoir s'y opposer, il envoie une attestation de non-opposition à l'officier de l'état civil qui inscrit alors immédiatement la déclaration conformément à l'article 22, § 4 C.N.B. L'officier de l'état civil est tenu d'inscrire d'office la déclaration si, au terme du délai de deux mois, aucune opposition ne lui a été notifiée.

België hebben gehad gedurende de tien jaar die aan de verklaring voorafgaan en het kind sedert zijn geboorte (nieuw artikel 11 bis, § 1);

— hetzij door nationaliteitsverklaring, afgelegd door de belanghebbende zelf indien hij achttien jaar oud is en minder dan dertig en sedert zijn geboorte zijn hoofdverblijfplaats in België heeft gehad (nieuw artikel 12 bis, § 1).

De verklaring wordt, zoals de huidige verklaring van nationaliteitskeuze, afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand. In tegenstelling met wat voorzien is inzake optie moet zij echter niet systematisch worden ingewilligd door de rechtbank. Het parket heeft enkel het recht zich in een aantal omstandigheden tegen de verwerving van de Belgische nationaliteit te verzetten.

a) de verklaring van de ouders of adoptanten

Paragraaf 2 van het nieuw artikel 11 bis regelt wie de verklaring kan afleggen. Vermits het hier een belangrijke handeling betreffende de staat van de persoon betreft, wordt in principe steeds een gezamenlijke verklaring van beide ouders of adoptanten vereist. Nochtans voorzien de leden 2 en 3, overeenkomstig wat bepaald wordt inzake toestemming bij huwelijk of adoptie, in een reeks omstandigheden waarin één van de ouders of adoptanten alleen kan optreden.

Volgens de voorbereidende werkzaamheden wordt met de in het tweede lid vermelde onmogelijkheid van één van de ouders of adoptanten om zijn wil te kennen te geven, onder meer de onbekwaamverklaring van één van hen bedoeld, de ontzetting uit de ouderlijke macht, krankzinnigheid of nog de afwezigheid sedert enige tijd van een bekend verblijf in België of in het buitenland (verslag van Mevr. Merckx-Van Goey, p. 23 tot 31).

Daarenboven zal in het geval dat één van de ouders of adoptanten zijn hoofdverblijfplaats niet meer in België heeft, de andere ouder of adoptant de verklaring alleen kunnen afleggen mits de in het buitenland verblijvende ouder in de toekenning van de Belgische nationaliteit toestemt.

Naar analogie met de toestemming tot erkenning van vaderszijde, kan de toestemming gegeven worden hetzij in de verklaringsakte zelf, hetzij in een afzonderlijke akte die is opgemaakt door een notaris of door de ambtenaar van de burgerlijke stand die de verklaring van toekenning ontvangt. In het buitenland wordt de akte van toestemming ontvangen door het hoofd van de Belgische diplomatieke zending of consulaire post in wiens ambtsgebied de toestemmende ouder of adoptant zijn hoofdverblijf heeft.

Ik vestig er in het bijzonder de aandacht op dat bij gebrek aan die toestemming de verklaring, overeenkomstig de huidige procedure van nationaliteitskeuze, zal moeten worden ingewilligd door de rechtbank (§ 7, zie infra).

b) de verklaring afgelegd door belanghebbende zelf

Artikel 4 behandelt de procedure van de nationaliteitsverklaring die door de in België geboren vreemdeling tussen de leeftijd van achttien en dertig jaar kan worden afgelegd. Gelet op de leeftijds-grens die voor de dienstplicht geldt werd de leeftijds-grens om de verklaring af te leggen op dertig jaar gebracht. Vereist wordt dat belanghebbende sedert zijn geboorte zijn hoofdverblijf in België gehad heeft. Indien dit niet het geval is zal hij, onder de voorwaarden van artikel 13 tot 15 W.B.N., de staat van Belg door nationaliteitskeuze kunnen verkrijgen.

De procedure is nagenoeg dezelfde als deze voorzien in artikel 2. Aangezien zij niettemin op een aantal punten diende te worden aangepast (bijvoorbeeld het begrip gewichtige feiten, eigen aan de persoon) werd het verkieslijk geacht deze gans te herschrijven, eerder dan te werken met een systeem van verwijzingen.

c) procedure

De ambtenaar van de burgerlijke stand akteert de verklaring op een los blad. Een afschrift van de verklaring wordt onmiddellijk, samen met een copie van de bewijsstukken, overgezonden aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg. De procureur des Konings geeft hiervan onverwijld ontvangstmelding, na te hebben nagegaan of de wettelijke voorwaarden zijn vervuld.

Vanaf die ontvangstmelding beschikt deze laatste over twee maanden om zich tegen de verwerving van de Belgische nationaliteit te verzetten: hetzij in geval van verklaring afgelegd door de ouders of adoptanten, wanneer zij één ander oogmerk heeft dan het belang van het kind om zich de Belgische nationaliteit te zien toekennen, hetzij in geval van verklaring afgelegd door belanghebbende zelf, wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon.

Indien de procureur des Konings meent zich niet te moeten verzetten zendt hij een attest in die zin naar de ambtenaar van de burgerlijke stand die de verklaring dan onmiddellijk zal inschrijven zoals voorzien bij artikel 22, § 4 W.B.N. De ambtenaar van de burgerlijke stand is verplicht de verklaring ambtshalve in te schrijven wanneer hem binnen de termijn van twee maanden geen verzet werd betekend.

L'intéressé devient Belge à compter de l'inscription. L'officier de l'état civil doit notifier l'inscription à ou aux déclarants.

d) opposition du parquet (art. 11 bis, § 4, art. 12 bis, § 3)

En cas d'opposition, l'octroi de la nationalité sera soumise à l'appréciation des cours et tribunaux, à l'instar de l'actuelle procédure d'option de nationalité.

L'acte d'opposition doit être notifié au déclarant par lettre recommandée à la poste (rapport de Mme Merckx-Van Goey, p. 33).

La déclaration des parents ou de l'intéressé doit être interprétée comme une présomption d'intégration.

Pour pouvoir s'opposer à l'attribution de la nationalité belge à l'enfant, le procureur du Roi sera tenu de démontrer que la déclaration vise un autre but que l'intérêt de l'enfant. Il a été précisé au cours des travaux parlementaires que l'on ne peut rendre l'enfant victime ou responsable des agissements de ses parents. Inversement, il était peu relevant de transformer ce même enfant en instrument d'un autre objectif aux mains des parents. Ainsi, si la demande vise, par exemple, à régulariser un séjour illégal ou frauduleux des parents, il peut y avoir intervention du procureur du Roi et décision juridictionnelle (rapport de Mme Merckx-Van Goey, p. 30).

Dans le cas d'une déclaration souscrite par l'intéressé entre dix-huit et trente ans, on a prévu la possibilité de s'opposer à la déclaration en raison de faits personnels graves qui renversent la présomption d'intégration dans son chef. Il peut s'agir, par exemple, de faits de délinquance grave sanctionnés ou non en Belgique ou à l'étranger, d'atteintes à la sûreté de l'Etat, d'activisme terroriste, d'espionnage ou de refus affirmé de respecter la loi belge. La notion de faits graves a été reprise de l'article 15 C.N.B. (Exposé des motifs du projet de loi, doc. parl. Chambre, 1314/1-90/91, p. 4 et 6; rapport de Mme Merckx-Van Goey, p. 4; rapport de Mme Truffaut, p. 4).

Contrairement à ce qui est prévu dans la procédure d'option, en cas de mainlevée de l'opposition, l'officier de l'état civil ne devra pas transcrire le dispositif de la décision judiciaire définitive portant mainlevée, il devra inscrire immédiatement la déclaration.

e) déclaration sans consentement

Le paragraphe 7 de l'article 11 bis établit la procédure à suivre en cas de défaut de consentement du parent résidant à l'étranger (voir supra). Le tribunal agréera la déclaration s'il estime le refus de consentement abusif et si la déclaration ne vise pas d'autre but que l'intérêt de l'enfant à se voir attribuer la nationalité belge.

Dans ce cas, de même que dans la procédure de l'option, le dispositif de la décision définitive d'agrément est transcrit dans les registres d'état civil et la déclaration aura effet à compter de cette transcription.

Enfin, j'attire votre attention sur le fait que les termes « immédiatement » et « sans délai » utilisés à plusieurs reprises dans les articles 11 bis et 12 bis reflètent la volonté du législateur de voir les obligations incombant à l'officier de l'état civil et au procureur du Roi accomplies sans aucun retard (rapport de Mme Merckx-Van Goey, p. 33).

3. Modification d'autres dispositions

L'article 5 modifie l'article 23, § 1^{er}, C.N.B. En raison de l'attribution automatique de la nationalité belge aux enfants de la troisième génération d'immigrés, ceux-ci ne pourront pas être déçus de la nationalité belge, au même titre que les Belges tenant leur nationalité d'un auteur belge au jour de leur naissance.

L'article 7 apporte les modifications nécessaires au Code judiciaire.

Bruxelles, le 8 novembre 1991.

Le Ministre de la Justice,
M. Wathelet.

Belanghebbende wordt Belg vanaf die inschrijving. De ambtenaar van de burgerlijke stand moet degene(n) die de verklaring heeft (hebben) afgelegd van de inschrijving in kennis stellen.

d) verzet van het parket (art. 11 bis, § 4, art. 12 bis, § 3)

In geval van verzet zal de verlening van de nationaliteit, overeenkomstig de huidige procedure van nationaliteitskeuze, moeten beoordeeld worden door de hoven en rechtbanken.

De akte van verzet moet bij een ter post aangetekende brief worden betekend aan degene die de verklaring heeft afgelegd (verslag van Mevr. Merckx-Van Goey, p. 33).

De verklaring van de ouders of van belanghebbende moet als een vermoeden van integratie worden beschouwd.

Om zich tegen de toekenning van de Belgische nationaliteit aan het kind te kunnen verzetten, zal de procureur des Konings moeten aantonen dat de verklaring een ander oogmerk heeft dan het belang van het kind. Tijdens de voorbereidende werkzaamheden werd gepreciseerd dat het kind geen slachtoffer van de daden van zijn ouders mocht worden noch daarvoor aansprakelijk worden gesteld. Omgekeerd heeft het weinig zin om van dit kind een instrument te maken waarmee de ouders andere oogmerken willen nastreven. Indien de aanvraag bijvoorbeeld tot doel heeft een onwettig of frauduleus verblijf van de ouders te regulariseren, kan de procureur des Konings optreden en kan een rechterlijke beslissing worden genomen (verslag van Mevr. Merckx-Van Goey, p. 30).

In geval van verklaring afgelegd door de belanghebbende tussen de leeftijd van achttien en dertig jaar, werd in de mogelijkheid voorzien om de verklaring te verwerpen, indien deze gewichtige feiten zou hebben gepleegd die niet meer toelaten de integratiewil te veronderstellen. Het kan bijvoorbeeld gaan om feiten van zware delinkwentie die al dan niet in België of in het buitenland worden gestraft, om inbreuken op de veiligheid van de Staat, terroristische activiteiten, spionage of uitgesproken weigering om de Belgische wetten na te leven. Het begrip gewichtige feiten werd overgenomen uit artikel 15 W.B.N. (Memorie van Toelichting bij het wetsontwerp, gedr. stuk Kamer, 1314/1-90/91, p. 4 en 6; verslag van Mevr. Merckx-Van Goey, p. 4; verslag van Mevr. Truffaut, p. 4).

Anders dan bij de optieprocedure, zal wanneer het verzet wordt opgeheven, niet het beschikkend gedeelte van de definitieve rechterlijke beslissing terzake worden overgeschreven, maar zal de ambtenaar van de burgerlijke stand de verklaring zelf onmiddellijk inschrijven.

e) verklaring zonder toestemming

Paragraaf 7 van artikel 11 bis bevat de procedure die moet worden gevolgd bij gebrek aan toestemming van de in het buitenland verblijvende ouder (cfr. hoger). De rechtbank zal de verklaring inwilligen wanneer zij de weigering tot toestemming een misbruik acht en voor zover de verklaring geen ander oogmerk heeft dan het belang van het kind om zich de Belgische nationaliteit te zien toekennen.

In dit geval zal, zoals bij de optieprocedure, het beschikkend gedeelte van de onherroepelijke beslissing tot inwilliging, in de registers van de burgerlijke stand worden overgeschreven en zal de verklaring gevolg hebben vanaf die overschrijving.

Tot slot vestig ik er nog de aandacht op dat de termen « onmiddellijk » en « onverwijld » die in verschillende onderdelen van de artikelen 11 bis en 12 bis worden gebruikt een weergave van de wil van de wetgever zijn om de verplichtingen die op de ambtenaar van de burgerlijke stand en de procureur des Konings rusten zonder uitstel uit te voeren (verslag van Mevr. Merckx-Van Goey, p. 33).

3. Wijziging van andere bepalingen

Artikel 5 wijzigt art. 23, § 1 W.B.N. Vermits aan de migrantenkinderen van de derde generatie automatisch de Belgische nationaliteit wordt toegekend, worden zij zoals de Belgen die hun nationaliteit verkregen hebben van een ouder die Belg was op de dag van hun geboorte, van de mogelijkheid van vervallenverklaring uitgesloten.

Artikel 7 brengt de nodige wijzigingen aan in het Gerechtelijk Wetboek.

Brussel, 8 november 1991.

De Minister van Justitie,
M. Wathelet.